

le secondeur ont voté pour la motion et cinquante-deux sénateurs ont voté contre. Tous les sénateurs conservateurs, y compris le sénateur Landry, ont voté contre l'abrogation de la loi.

M. BUREAU: C'est vrai en tous points.

M. RHODES:

Aucun bill n'a été soumis à la Chambre des communes pour abroger la loi.

Une question sur ce sujet a amené le premier ministre Borden à répondre que le Gouvernement consulterait l'amirauté anglaise et qu'à la suite de cette consultation un nouveau programme serait annoncé, et qu'alors seulement la loi actuelle serait mise de côté. Cela veut dire à la prochaine session.

M. BUREAU: A la prochaine session ou à la prochaine élection.

M. RHODES:

Les nationalistes et les conservateurs ont violé leurs promesses, et la population a été indignement trompée.

M. BUREAU: C'est très vrai. Vous l'avouez, sans doute.

M. RHODES:

Les écoles.

Tous les candidats conservateurs ou nationalistes ont, pendant la dernière lutte, reproché à sir Wilfrid Laurier et aux libéraux leur attitude à l'égard des écoles séparées.

D'après eux, si M. Borden et M. Monk obtenaient le pouvoir, non seulement ce dernier réparerait les injustices commises par l'ancien gouvernement, mais de plus ils s'occuperaient spécialement d'accorder justice entière à la minorité catholique du Keewatin, lorsque ce district serait annexé au Manitoba.

Qu'est-il arrivé?

Tout d'abord, ils n'ont pas parlé de réparer ce qu'ils appelaient autrefois des injustices et, à leur honte, ils ont annexé le Keewatin au Manitoba sans même mentionner dans la loi les privilèges des catholiques par rapport aux écoles.

Ils avaient promis de faire prévaloir les droits des catholiques; ils ont maintenant trahi ces derniers et sacrifié leurs droits, tant par leurs discours au Parlement que par les quatre votes consécutifs qui ont suivi.

Des vingt-sept députés élus dans la province de Québec, sept seulement ont eu le courage de faire honneur à leur parole.

Toutefois ces sept députés conservateurs, attirés par l'auge, se sont au dernier moment ralliés au Gouvernement pour repousser la motion Béland qui demandait une conférence avec le gouvernement du Manitoba afin de déterminer les privilèges catholiques en matière scolaire.

Enfin, les partisans sincères des candidats conservateurs ont été indignement trompés et trahis au sujet de la question scolaire par tous les députés conservateurs ou nationalistes

Le mariage.

L'an dernier, les fanatiques ont tenté de faire sanctionner une loi uniforme sur le mariage dans toute l'étendue du Canada.

Sir Wilfrid Laurier a refusé son consentement, déclarant que chaque province devait avoir sa propre loi.

Cette année, les mêmes fanatiques s'adressent au nouveau gouvernement conservateur, et M. Borden au lieu de leur répondre comme M. Laurier, soumet la question aux tribunaux civils.

M. BUREAU: C'est vrai.

M. RHODES: Aveu de faiblesse et par leur vote, MM. Monk, Pelletier et Nantel, ces grands catholiques à la dernière élection, approuvent maintenant M. Borden.

La preuve que je n'ai pas fait erreur au sujet de l'authenticité de ce document, en supposant qu'il venait du parti libéral ou avait été autorisé par les chefs de ce parti, est dans l'attitude même des honorables députés de la gauche, lorsque j'en ai lu les pages.

M. BUREAU: Qu'y a-t-il dans ce document?

M. RHODES: Il se présente de temps à autre dans notre pays pendant les luttes électorales, comme il s'en présente, je suppose, dans tous les pays où le gouvernement de parti existe, des questions dont on rougit une fois que la bataille est finie. Des partisans irresponsables, dans les partis politiques, saisiront, dans la chaleur du combat, toutes les occasions qui se présenteront de faire avancer, ou tendant à faire avancer ou réussir leur cause; mais lorsque nous voyons au Canada, non pas des membres irresponsables du parti, s'abaisser à exploiter la religion et les questions de races pour avancer les intérêts de leur parti, mais des chefs mêmes d'un parti battu entreprendre, dans le calme et le repos qui suivent la bataille, délibérément et d'une façon systématique, une campagne basée sur des appels aux préjugés de race et de religion des électeurs du pays, et commencer cette campagne sur le sol fertile de la bonne vieille province de Québec, où depuis vingt ans ils font ce jeu à propos de tout et à propos de rien, il est impossible de trouver des termes assez forts pour condamner une telle action.

M. BUREAU: Quel parti fait cela?

M. RHODES: La preuve que cette brochure est approuvée par le parti libéral est dans les applaudissements des honorables membres de la gauche, et dans le fait que l'on en expédie par le bureau de poste d'Ottawa des milliers d'exemplaires qui portent le sceau de l'honorable député de Russell, un membre du conseil privé du Canada et un ancien membre du Gouvernement précédent.

(Bruit divers.)